

De la Caspienne à la Turquie : les enjeux du corridor gazier sud-européen

Noémie Rebière¹

On assiste, depuis le début de l'année 2014, à l'intensification des crises géopolitiques en Europe de l'Est et au Caucase, avec la crise en Ukraine, le regain de tensions dans les régions indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie en Géorgie, ainsi qu'au Nagorno-Karabagh, territoire disputé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ; et au Moyen-Orient avec l'intervention américaine en Irak, la guerre en Syrie et ses conséquences sur le Liban, la reprise des pourparlers sur la question nucléaire en Iran, l'intervention israélienne dans la bande de Gaza, le coup d'État militaire en Égypte, et la récente élection du président turc Recep Tayyip Erdogan au suffrage universel direct. L'ensemble de ces mutations complexes sont sous-tendues par des intérêts géostratégiques qui interagissent directement ou indirectement dans la définition des relations diplomatiques entre les États de la région. Les stratégies de pouvoir et de domination se traduisent par des jeux d'alliances, de conflits, de guerres et par l'utilisation de nouvelles menaces géostratégiques, dont l'énergie constitue une arme par excellence. Les crises géopolitiques récentes en Ukraine, en Irak ou en Libye² le démontrent. On assiste à des luttes de pouvoir ou à des conflits armés entre les acteurs en présence (groupes terroristes ou armée régulière) pour la domination des territoires et des infrastructures stratégiques – tels que la localisation des ressources, raffineries, lieux de stockage, terminaux gaziers ou pétroliers, voies de transit maritimes ou terrestres. De plus, l'arrivée de nouvelles puissances énergivores sur le marché mondial et l'accélération du

1. Doctorante, Centre de recherches et d'analyses géopolitiques, Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

2. « Tripoli "hors de contrôle" suite à l'incendie de deux réservoirs », *Les Échos*, 28 juillet 2014.

changement climatique provoquent une situation de stress énergétique généralisé. La croissance globale de la demande en énergie devrait augmenter d'environ 27 % d'ici à 2030. À cette date, avec près de trois milliards d'habitants, on estime que la Chine et l'Inde consommeront plus d'un tiers des ressources mondiales.

Cet article se concentre sur le projet du corridor gazier sud-européen qui vise à exporter les ressources d'Asie centrale et du Moyen-Orient vers les marchés européens *via* le territoire turc. Ce corridor se compose de plusieurs gazoducs : le South-Caucasus Pipeline Extension (SCPX) relie le gisement *offshore* Shah Deniz, situé dans les eaux territoriales azerbaïdjanaises de la mer Caspienne, au terminal Sangachal à quelques kilomètres de Bakou en Azerbaïdjan, jusqu'à la frontière turco-géorgienne. Le Trans-Anatolian Gas Pipeline (TANAP) relie la frontière turco-géorgienne à la frontière gréco-turque. Le Trans-Adriatic Pipeline (TAP) relie la frontière gréco-turque au sud de l'Italie, en passant par l'Albanie³. Avec une capacité de 16 milliards de mètres cubes (mmc), le TANAP alimentera la Turquie de 6 mmc d'ici 2018 et l'Europe de 10 mmc d'ici 2019⁴. Le développement et la sécurisation de l'ensemble de ces gazoducs constituent l'une des priorités de l'Union européenne. Au regard du grand nombre d'articles parus récemment dans le contexte de la crise ukrainienne sur les défis de l'Union européenne pour assurer sa sécurité énergétique, nous nous concentrerons principalement sur les enjeux géostratégiques que ces gazoducs représentent pour les pays exportateurs et de transit de la mer Caspienne à la Turquie.

À partir de ce prisme, nous mettrons en lumière les interactions complexes qui se nouent autour de ces projets. Premièrement, cette approche est susceptible de montrer comment les évolutions politiques, économiques et sociales au niveau régional et mondial influent sur le marché de l'énergie et la sécurité énergétique des États. Deuxièmement, elle révèle le rôle central de la géo-économie dans les luttes de pouvoir entre les entreprises pétrolières et gazières pour le contrôle des routes et des ressources énergétiques. Troisièmement, elle illustre le degré d'investissement politique et économique des États-Unis et des institutions internationales occidentales, telles que l'Otan ou la Banque mondiale, pour la sécurisation et le développement des infrastructures énergétiques du corridor sud-européen et témoigne de l'importance stratégique de ce dernier. Quatrièmement, dans ce contexte géopolitique en constante mutation, elle montre que l'énergie constitue à la fois un révélateur et un catalyseur des tensions politiques, ethniques et religieuses existantes et joue un rôle central dans la redéfinition

3. Les questions énergétiques en Europe de l'Est étant traitées en profondeur dans l'article de Renaud Dorlhac (*infra*), nous ne nous attarderons pas sur les enjeux du TAP.

4. « Trans-Adriatic Pipeline takes step forward », *Theoilprice.com*, 3 septembre 2013.

HÉRODOTE

des alliances stratégiques entre les différents acteurs au niveau national, régional et international.

Dans un premier temps, nous exposerons les enjeux de sécurité énergétique auxquels sont confrontés les pays de l'Union européenne et leurs impacts sur la définition des politiques énergétiques des pays producteurs et de transit du corridor gazier sud-européen. Dans un second temps, nous verrons en quoi la construction d'une nouvelle voie de transport d'hydrocarbures sur son territoire et les crises géopolitiques récentes renforcent le rôle géostratégique de la Turquie sur l'ensemble de la région. Dans un troisième temps, nous analyserons la politique d'investissement de l'Azerbaïdjan dans les infrastructures énergétiques stratégiques des pays de transit. Enfin, nous examinerons la situation géopolitique des pays producteurs – Turkménistan, Iran et Irak – qui sont censés à terme alimenter en gaz le corridor sud-européen.

La stratégie de sécurité énergétique de l'Union européenne: un déterminant pour les pays producteurs et de transit ?

Depuis une dizaine d'années, le thème de la sécurité énergétique tend à se banaliser. Avec les crises russo-ukrainiennes de 2006 et 2009, *a fortiori* avec celle qui a débuté en février 2014, on assiste à la parution de nombreux articles sur les enjeux de la sécurité énergétique dans la presse quotidienne et dans les revues spécialisées. Les institutions internationales, telles que la Commission européenne ou l'Otan la placent en tête de leurs agendas politiques. En mars 2014, à peine un mois après le début de la crise ukrainienne, le secrétaire général de l'Otan, M. Rasmussen, déclarait : « L'énergie devient un véritable enjeu stratégique avec de nombreuses implications pour la sécurité des Alliés⁵. » En mai 2014, la Commission européenne réalisait quant à elle un rapport dédié à la stratégie européenne pour assurer la sécurité énergétique des pays membres. Aujourd'hui, l'Union européenne importe 53 % de l'énergie qu'elle consomme, près de 90 % de sa consommation de pétrole brut, 66 % pour le gaz naturel et 42 % pour le combustible nucléaire. En 2013, 39 % des importations de gaz de l'Union européenne en volume provenaient de Russie [Commission européenne, 2014, p. 4]. Face à l'escalade des tensions autour de la crise ukrainienne entre les États-Unis, l'Union européenne et la Russie, et l'alourdissement des sanctions économiques envers le secteur énergétique russe, on peut s'attendre à d'importantes réductions

5. « NATO's energy security agenda », *NATO Review Magazine*, <<http://www.nato.int>>

des exportations de gaz russe vers l'Union européenne dans les mois à venir⁶. Dans ce contexte de vulnérabilité concernant ses approvisionnements futurs, la Commission européenne propose un plan d'action pour assurer sa sécurité énergétique. Il s'agit de : prendre en compte les interdépendances entre les États en renforçant les mécanismes d'urgence et de solidarité entre les pays membres ; protéger les infrastructures critiques ; mettre en place un marché intérieur performant et intégré ; limiter la demande énergétique ; accroître la production d'énergie dans l'UE et poursuivre le développement des nouvelles technologies ; diversifier les sources d'approvisionnement externes et les infrastructures correspondantes ; améliorer la coordination des politiques énergétiques nationales et parler d'une seule voix sur la scène internationale en matière de politique énergétique. En ce qui concerne le financement de cette politique énergétique ambitieuse, la Commission européenne a adopté en septembre 2013 une liste de 248 projets d'intérêt commun (PIC) pour améliorer les infrastructures énergétiques transeuropéennes avec un budget de 5,8 milliards d'euros pour la période de 2014 à 2020. Sur l'ensemble de ces projets, 27 concernent le transport de gaz – dont le SCPX, le TANAP et ses prolongations en Europe orientale – et représentent à eux seuls environ 17 milliards d'euros, une somme trois fois supérieure au budget global alloué aux PIC. Compte tenu de la présente crise économique, dont les pays de l'Union continuent de subir les conséquences, on peut se demander comment et par qui seront financés ces projets.

Dans le rapport de la Commission européenne sur la stratégie à adopter, l'importance accordée à la diversification des sources et des routes d'approvisionnement nous intéresse particulièrement car les importations représentent environ 70 % du gaz consommé dans l'Union européenne :

La politique de l'UE devrait viser non seulement à renforcer ses relations avec les fournisseurs existants mais aussi à ouvrir la voie aux approvisionnements provenant de nouvelles sources. L'établissement du corridor sud-européen et les projets d'intérêt commun recensés sont, à cet égard, des éléments importants, car ils posent des jalons pour les approvisionnements en provenance de la région de la mer Caspienne et au-delà. Il est capital de mener une politique commerciale dynamique dans cette région pour garantir l'accès au marché mais aussi pour mettre en place des infrastructures critiques, dont la viabilité dépend de l'accès à des volumes d'exportation suffisants. Dans une première phase, il est prévu que, d'ici à 2020, 10 milliards de m³/an de gaz naturel produit en Azerbaïdjan soient acheminés jusqu'au marché européen *via* le corridor gazier sud-européen. Ce nouveau gazoduc est, en outre, essentiel pour la connexion avec le Moyen-Orient. L'infrastructure envisagée actuellement en

6. « Ukraine : les importations de gaz divisées par dix en un an », *Ria Novosti*, 8 août 2014.

HÉRODOTE

Turquie pourrait recevoir jusqu'à 25 milliards de m³/an pour le marché européen. À plus long terme, d'autres pays tels que le Turkménistan, l'Irak et l'Iran, si les conditions nécessaires pour lever le régime de sanctions sont réunies, pourraient aussi contribuer de manière significative au développement du corridor sud-européen. Il sera crucial d'adopter une politique étrangère cohérente et ciblée à l'égard de ces pays» [Commission européenne, 2014, p. 18].

La sécurité énergétique vue par l'Union européenne ne concerne donc pas seulement les pays membres mais aussi les pays producteurs, comme l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Irak ou encore l'Iran. La Turquie, principal pays de transit, apparaît comme l'un des acteurs stratégiques de ce corridor et constitue, dans ce cadre, un observatoire privilégié pour analyser l'impact des crises géopolitiques actuelles en Europe orientale et au Moyen-Orient sur la sécurité énergétique de la région.

Géopolitique de l'énergie en Turquie : vers une polarisation de ses alliances ?

La position géographique de la Turquie au carrefour de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Europe, entre les pays producteurs d'hydrocarbures à l'Est et les pays consommateurs à l'Ouest, lui confère un rôle géostratégique majeur. En 2006 et 2007, la mise en fonction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE), qui acheminent les ressources de la mer Caspienne vers les marchés internationaux, fait de la Turquie un acteur essentiel pour la diversification des routes d'approvisionnement de l'Union européenne. Aujourd'hui, le projet TANAP, qui parcourt la Turquie d'est en ouest sur une distance de 1 810 km, représente le tronçon le plus important du corridor gazier sud-européen. Au vu des alliances qui évoluent et se recomposent sur l'ensemble de la région, la Turquie doit faire face simultanément à ses problématiques sociales et politiques internes⁷, au renforcement de son rôle d'État pivot dans les questions sécuritaires et énergétiques régionales, et à la polarisation de ses alliances, d'une part avec la Russie qui se détourne de l'Union européenne et cherche de nouveaux partenariats économiques, et d'autre part avec les pays de l'UE qui se tournent vers les ressources du Moyen-Orient et d'Asie centrale pour restreindre leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.

7. Les résultats de la première élection présidentielle au suffrage universel direct ont révélé, malgré la victoire de l'ancien Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avec 52 % des suffrages, l'importance du parti kurde (DHP) sur l'échiquier politique turc, avec 10 % des suffrages.

Le TANAP : un projet clé pour la sécurité énergétique de la Turquie et de l'Union européenne

La Turquie est souvent présentée comme le nouveau *hub* énergétique de l'Union européenne [Chuvin, 2008]; or elle est avant tout un pays importateur et consommateur d'hydrocarbures dont la demande énergétique nationale connaît une croissance exponentielle depuis une dizaine d'années. En 2012, elle était le premier pays de l'OCDE en termes de croissance énergétique et le second au niveau mondial après la Chine. Selon le rapport 2012 de l'Agence internationale de l'énergie [IEA, 2012, p. 13], sa consommation d'énergie devrait doubler au cours des prochaines décennies, tout comme sa consommation d'électricité. Disposant d'une quantité très faible d'énergie fossile sur son territoire, elle importe plus de 90 % de sa consommation totale d'hydrocarbures [US Energy Information Administration, 2013, p. 2]. Concernant le gaz, qui représente depuis l'année 2013 la première forme d'énergie consommée en Turquie, 58 % sont importés de la Russie, 19 % de l'Iran, 9 % d'Azerbaïdjan, 9 % d'Algérie, 3 % du Nigeria, et 2 % de gaz naturel liquéfié (GNL) d'origines diverses⁸. Face à ces besoins croissants et à l'augmentation de sa facture énergétique, la stratégie du gouvernement turc à l'horizon 2023⁹ met en avant quatre objectifs pour assurer sa sécurité énergétique : diversifier ses sources d'importations d'hydrocarbures et ses routes d'approvisionnement, augmenter la part des énergies renouvelables et inclure le nucléaire dans son mix énergétique ; faire des avancées significatives pour améliorer son efficacité énergétique ; contribuer à la sécurité énergétique de l'Europe.

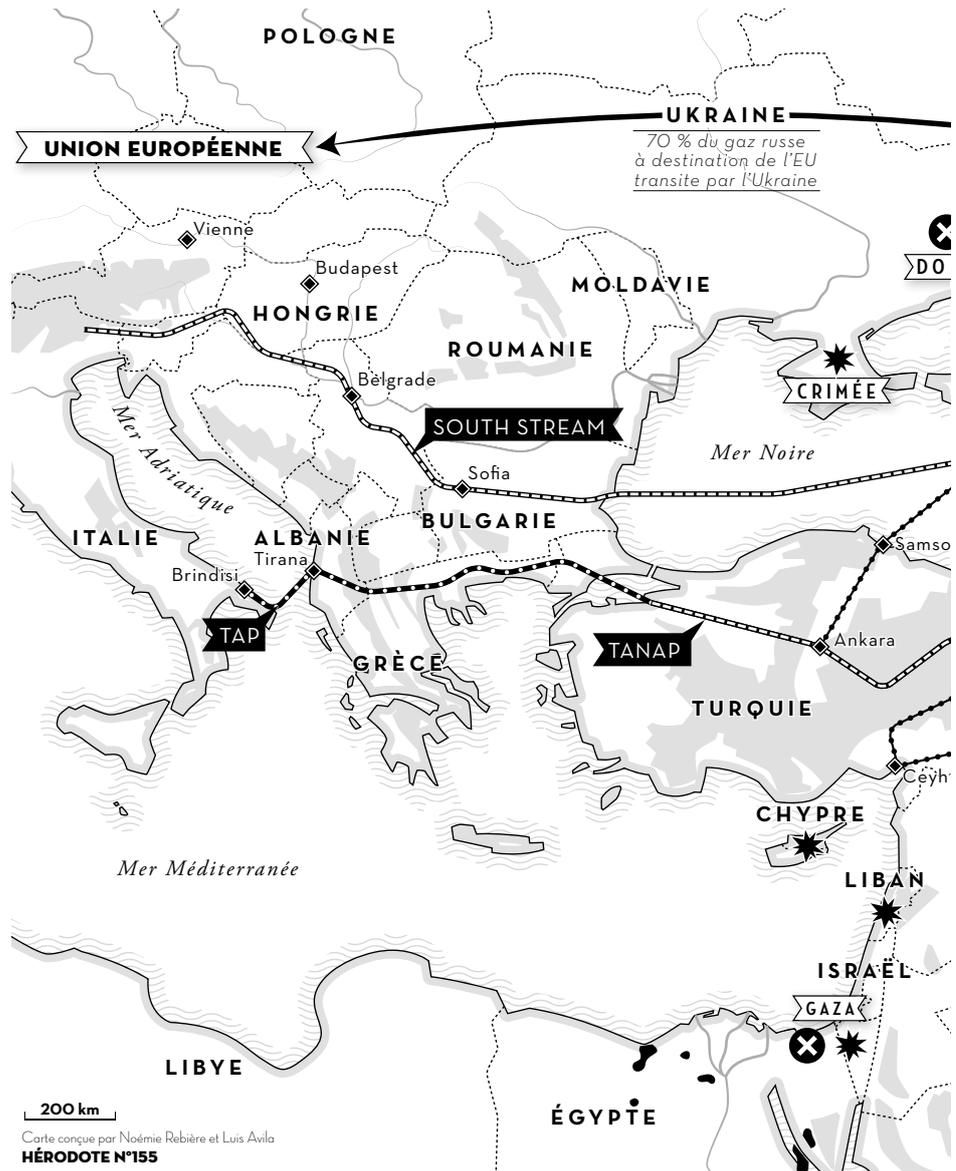
Dans le cadre des négociations pour son processus d'adhésion à l'Union européenne concernant l'ouverture du chapitre énergie, la Turquie a lancé depuis le début des années 2000 un grand chantier de réformes pour moderniser son secteur énergétique, notamment sur la libéralisation et la régulation du marché du gaz et de l'électricité et le développement de ses infrastructures de transport et de stockage. Le 2 juillet 2014, la décision de la Banque mondiale de délivrer 400 millions de dollars à la Turquie pour le développement de ses réseaux existants et pour la construction d'infrastructures de stockage de gaz¹⁰ témoigne de l'importance stratégique de ces infrastructures.

8. Site du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, <<http://www.enerji.gov.tr>>

9. Site du ministère turc des Affaires étrangères, *Turkey's energy strategy*, <<http://www.mfa.gov.tr>>.

10. Banque mondiale, « World Bank continues to support gas sector development in Turkey », 2 juillet 2014, <<http://www.worldbank.org>>.

CARTE 1. – LA TURQUIE AU CŒUR DES ENJEUX



DE LA CASPIENNE À LA TURQUIE : LES ENJEUX DU CORRIDOR GAZIER SUD-EUROPÉEN

SÉCURITAIRES ET ÉNERGÉTIQUES RÉGIONAUX



L'impact des mutations régionales sur la politique énergétique turque

La conjoncture régionale actuelle fait converger la quasi-totalité des projets de pipeline à destination des marchés européens vers son territoire et place la Turquie au cœur des problématiques de sécurité énergétique. D'une part, sa position géographique et l'instabilité politique et sociale au Moyen-Orient font de la Turquie le seul territoire sécurisé et politiquement stable – malgré les révoltes populaires antigouvernementales¹¹ et la réaffirmation de la question kurde – qui puisse assurer le transport des matières énergétiques en provenance du Moyen-Orient et de l'Asie centrale à destination de l'Union européenne. Cependant, l'insécurité qui s'étend à ses frontières moyen-orientales avec les guerres en Irak et en Syrie constitue une menace potentielle pour la sécurité de son territoire et de ses infrastructures critiques. D'autre part, la crise russo-ukrainienne menace les approvisionnements futurs de l'Europe, ainsi que le développement économique de la Russie du fait de l'alourdissement du régime de sanctions imposé par l'Union européenne et les États-Unis. La Turquie, deuxième plus grosse importatrice de gaz russe après l'Allemagne [U.S. Energy Intelligence Administration, 2013, p. 13], pourrait bien devenir un allié très recherché par la Russie qui a plus que jamais besoin de diversifier ses partenaires économiques. En effet, avec le projet de gazoduc South Stream¹² qui traverse les eaux territoriales turques, la construction de la première centrale nucléaire en Turquie par l'entreprise russe Rosatom¹³, et une augmentation de 9 % des importations de gaz russe en 2013¹⁴, on assiste ces dernières années au renforcement d'un partenariat stratégique dans le secteur de l'énergie entre les deux pays. Le 9 août 2014, dans une interview avec le journal turc anglophone *Hurriyet Daily News*, le ministre de l'Économie turc, Nihat Zeybekci, déclarait que la situation actuelle entre la Russie, l'Ukraine, l'UE et les États-Unis permettrait à la Turquie de faire valoir ses intérêts économiques et commerciaux en renforçant ses liens avec la Russie¹⁵.

11. Les révoltes populaires autour de la question de la destruction du parc Gezi à Istanbul ont commencé en juin 2013 et se sont étendues à l'ensemble de la Turquie, révélant une opposition de la population au gouvernement AKP et à son leader Recep Tayyip Erdogan.

12. Le South Stream est un gazoduc proposé par la Russie pour acheminer son gaz vers les marchés européens en passant par les eaux territoriales turques de la mer Noire et par l'Europe de l'Est afin de contourner le territoire ukrainien.

13. Site World Nuclear Association, <http://www.world-nuclear.org/info/Country-Profiles/Countries-T-Z/Turkey/>

14. « Turkey's gas import from Russia on the rise », *Natural Gas Europe*, 15 août 2014.

15. « Turkey to benefit from EU-Russia row », *Hurriyet Daily News*, 9 août 2014.

L'Azerbaïdjan : SOCAR et le contrôle des routes d'approvisionnement

En avril 2002, la signature d'un accord de coopération dans le domaine de l'énergie et de la lutte antiterroriste officialise l'alliance stratégique entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Depuis, les trois pays, piliers du corridor sud-européen, ont profondément renforcé leur coopération économique et énergétique, avec un soutien actif des États-Unis et des organismes de financement internationaux. Cependant, nous verrons que, malgré cette forte interdépendance, des rivalités de pouvoir persistent entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. Alors que les 1 810 km de tuyaux qui parcourent le territoire turc confèrent à la Turquie un poids stratégique en tant que principal pays de transit du corridor sud-européen, les investissements massifs de l'entreprise nationale azerbaïdjanaise SOCAR sur les marchés énergétiques turc, géorgien et grec placent l'Azerbaïdjan comme l'un des actionnaires majeurs de ce corridor très politique.

L'Azerbaïdjan est entouré de la mer Caspienne à l'est, la Géorgie au nord-ouest, l'Arménie à l'ouest – avec laquelle les relations diplomatiques sont au point mort depuis le début du conflit du Nagorno-Karabagh en 1988 –, la Russie au nord et l'Iran au sud – deux grands pays qui détiennent les plus importantes ressources de gaz au monde, avec lesquels il entretient également des relations tendues. Dès son indépendance en 1991, le gouvernement azerbaïdjanais, qui dispose des ressources d'hydrocarbures estimées à environ 0,9 billion de mètres cubes [*The Oil & Gas Year*, 2013, p. 13], souhaite s'affranchir de la mainmise de la Russie sur ses ressources et ses réseaux de transport. Il fait alors appel aux entreprises pétrolières occidentales pour investir et développer son secteur énergétique. La compagnie britannique BP ainsi que d'autres entreprises occidentales, avec le soutien des États-Unis, investissent dans le bassin de la mer Caspienne et commencent à exporter les ressources azerbaïdjanaises par les pipelines BTC et BTE vers les marchés internationaux *via* les territoires géorgien et turc.

Aujourd'hui, la construction du corridor sud-européen permet à l'Azerbaïdjan d'exporter son gaz par une ligne directe de plus de 2 500 km qui arrive directement à l'intérieur de l'Union européenne, dont le TANAP constitue la partie la plus importante. L'entreprise nationale azerbaïdjanaise SOCAR est l'un des principaux actionnaires, avec BP, des pipelines SCPX et TANAP, et du consortium Shah Deniz qui exploite les gisements du même nom. L'entreprise BP est opérateur et actionnaire à hauteur de 25,5 % du SCPX, qui relie le gisement Shah Deniz à la frontière turco-géorgienne, SOCAR détient également 25,5 % des parts de ce pipeline et le terminal pétrolier de Kulevi sur la côte géorgienne de la mer Noire. En 2013, la filiale SOCAR Energy Georgia Petroleum Ltd était la première

entreprise en termes d'investissements extérieurs sur le marché géorgien¹⁶. Concernant ses investissements sur le territoire turc, SOCAR est opérateur et actionnaire à hauteur de 58 % du TANAP, l'entreprise turque BOTAS détient 30 % des actions, et BP 12 %. Avec les plus grosses parts dans le TANAP, l'Azerbaïdjan dispose donc d'un fort pouvoir décisionnaire sur les approvisionnements futurs qui alimenteront les marchés européens. La compagnie SOCAR a investi 2,4 milliards de dollars dans l'entreprise turque de pétrochimie Petkim et a signé un accord financier de 3,29 milliards de dollars pour construire la raffinerie Star¹⁷ qui permettra à la Turquie de diminuer sa dépendance aux importations de produits raffinés et d'entrer sur le marché de la pétrochimie. Ajouté à cela, la filiale SOCAR Energy Turkey octroie à SOCAR environ 10 % des parts du marché des hydrocarbures en Turquie¹⁸. Sur son territoire également, l'Azerbaïdjan mise sur le développement d'infrastructures de raffinage et de transformation des produits pétrochimiques, qui constitue une réelle valeur ajoutée pour son économie future. La construction d'un complexe pétrochimique d'un coût estimé à 17 milliards de dollars [*The Oil & Gas Year*, 2013, p. 11] témoigne de la volonté de l'Azerbaïdjan de s'imposer comme acteur clé non seulement dans la production et l'exportation d'hydrocarbures mais aussi sur le marché extrêmement rentable des produits pétrochimiques. Les investissements massifs dans le secteur énergétique turc permettent à l'Azerbaïdjan de corriger l'équilibre des forces avec son partenaire stratégique. En effet, les territoires turc et géorgien représentent pour l'Azerbaïdjan – qui souhaite conserver son indépendance vis-à-vis de ses voisins russe et iranien – l'unique voie de sortie de ses hydrocarbures.

En aval, le TANAP relie le TAP qui transite par la Grèce, l'Albanie et l'Italie. En juin 2013, l'entreprise SOCAR a racheté la compagnie nationale grecque DESFA, qui comprend l'ensemble de la production et des réseaux de distribution sur le territoire grec, ainsi que le terminal de GNL de Revithoussa sur la côte égéenne¹⁹. Cela place l'Azerbaïdjan sur une zone particulièrement stratégique étant donné les discussions actuelles sur le choix des routes pour exporter le gaz découvert en Méditerranée orientale. La Grèce étant l'une des voies de sortie envisagées, l'Azerbaïdjan, *via* son entreprise SOCAR, a réussi à se positionner comme un allié incontournable pour les pays consommateurs de l'Union européenne, pour les pays de transit tels que la Turquie, la Géorgie et la Grèce, et pour les pays exportateurs comme l'Iran, l'Irak ou le Turkménistan qui utiliseraient le

16. Site de SOCAR Energy Georgia, *Company Overview*, <<http://socar.ge>>

17. « SOCAR Turkey signs \$3.29 bln financing deal for Star refinery », *Hurriyet Daily News*, 30 mai 2014.

18. Site de SOCAR Energy Turkey, *About Socar Turkey*, <<http://www.socar.com.tr>>

19. « Repercussions of TAP's selection », *Natural Gas Europe*, 17 juillet 2013.

corridor sud-européen pour exporter vers les marchés européens – à condition que les problématiques concernant l'exportation de leurs ressources soient résolues.

Quelles ressources pour le corridor gazier sud-européen ?

La construction d'un pipeline nécessite non seulement des sources de financement considérables, des accords politiques entre les pays partenaires du projet, un territoire sécurisé, mais également des ressources énergétiques suffisantes et accessibles pour l'approvisionner sur un long terme. La capacité initiale du TANAP est de 16 mmc. Cependant, on estime qu'environ cinq ans après sa mise en fonction sa capacité de transport pourrait atteindre 25 mmc, puis 60 mmc au bout de dix ans.

Selon la Commission européenne :

Ce nouveau gazoduc est, en outre, essentiel pour la connexion avec le Moyen-Orient. (...) À plus long terme, d'autres pays tels que le Turkménistan, l'Irak et l'Iran, si les conditions nécessaires pour lever le régime de sanctions sont réunies, pourraient aussi contribuer de manière significative au développement du corridor sud-européen. [Commission européenne, 2014, p. 18].

Nous verrons que, compte tenu de la situation de chacun de ces pays, leur contribution à l'approvisionnement en gaz du TANAP est encore largement hypothétique.

Le Turkménistan et l'éternelle question du Trans-Caspian Pipeline

On estime que l'Asie centrale détient plus de 11 % de réserves prouvées de gaz au niveau mondial. Elle en fournit aujourd'hui moins de 5 %, ce qui lui confère un gigantesque potentiel de croissance [Show, 2013]. En effet, les ressources azerbaïdjanaises ne sont pas suffisantes pour répondre sur un long terme à la demande croissante de la Turquie et des pays européens. Selon le rapport 2013 de la compagnie BP, le Turkménistan se place au sixième rang en termes de ressources de gaz [BP, 2013, p. 20]. Avec la réalisation du corridor sud-européen, la question de la construction du Trans-Caspian Pipeline (TCP) – gazoduc qui devrait relier les gisements turkmènes au réseau de transport azerbaïdjanais en traversant la mer Caspienne – est de nouveau sur la table des négociations au sein de l'Union européenne. Il fait d'ailleurs partie de la liste des PCI définis par la Commission européenne en 2013. Cependant, malgré les déclarations de bonne volonté de la part de tous les protagonistes pour relancer le projet, il est toujours l'objet de nombreuses controverses. En mai 2013, à l'issue d'un entretien avec le président turkmène Kurbanguly Berdymukhamedan à Ashgabat, capitale du

Turkménistan, le président turc Abdullah Gül annonçait : « Nous avons discuté ces enjeux et signé un accord pour apporter des ressources énergétiques turkmènes en Europe *via* la Turquie. » Selon des représentants officiels turcs, le Turkménistan accepterait de relier le TANAP pour alimenter les marchés européen et turc. L'Azerbaïdjan a réagi à cette annonce en professant son soutien politique et économique à la réalisation du TCP²⁰. Or, la signature de contrats à long terme avec la Chine engageant d'importants volumes de gaz limite considérablement la capacité du Turkménistan à exporter des volumes de gaz supplémentaires vers l'Europe dans les années à venir sans d'importants investissements dans le développement de nouveaux gisements. De plus, l'Azerbaïdjan, qui soutient officiellement le TCP, compte d'abord assurer l'exportation de sa production nationale – qui est amenée à augmenter dans les années à venir avec le développement de nouveaux projets – avant de devenir un pays de transit pour les ressources de ses voisins centre-asiatiques²¹. Pour finir, les conflits concernant la délimitation des zones économiques exclusives entre les pays frontaliers de la mer Caspienne et l'influence politique et économique de la Russie au sein des ex-républiques d'Asie centrale constituent des freins à la construction du TCP. En discussion depuis plus de trente ans, le TCP n'a pourtant pas encore vu le jour.

La fin de l'embargo iranien est-elle possible ?

Le 18 juillet 2014, le groupe P5 +1 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie et Allemagne) s'est mis d'accord pour prolonger de quatre mois les négociations sur le programme nucléaire iranien [Congressional Research Service (CRS)/Service de recherches du Congrès, 2014, p. 2]. Le secrétaire d'État John Kerry a déclaré que des « progrès tangibles » avaient été accomplis lors des négociations²². L'Iran s'engage à limiter le développement de son arsenal nucléaire en contrepartie du gel de certaines sanctions anti-iraniennes. Plusieurs délégations d'hommes politiques et d'hommes d'affaires européens et américains se sont d'ores et déjà rendus en Iran profitant de l'ouverture pour investir sur le marché iranien. Rappelons que l'Iran détient les plus grandes réserves de gaz au monde après la Russie. Depuis plus de trente ans, les sanctions contre l'Iran ont considérablement affecté son économie et le développement de son secteur énergétique. L'asphyxie

20. « Turkey ready to deliver Turkmen gas to Europe », *Hurriyet Daily News*, 3 juin 2013.

21. « Perspective of Trans-Caspian project: business view », *Natural Gas Europe*, 7 avril 2014.

22. Département d'État des États-Unis, « Propos de John Kerry sur la prolongation des pourparlers iraniens », 21 juillet 2014.

économique que connaît l'Iran avec le durcissement des sanctions internationales au cours des dernières années a d'ailleurs peut-être contribué à l'élection d'une figure modérée, Hasan Rohani, comme président de la République islamique. Néanmoins, malgré la fermeté de l'administration américaine concernant l'embargo iranien, quelques exemptions ont été accordées, notamment pour les importations turques de gaz iranien [CRS, 2013, p. 41] et les actions de la compagnie nationale iranienne (NICO) au sein du consortium Shah Deniz [CRS, 2014, p. 17] :

Les dates de mise en vigueur des lois de sanctions états-uniennes excluent également les projets de contrats à long terme concernant le gaz naturel qui impliquent certaines entreprises iraniennes – notamment le projet gazier de Shah Deniz, un projet d'exportation de gaz naturel de la mer Caspienne. (...) Cela semble s'appliquer à la deuxième phase du projet qui est actuellement en cours, qui implique NICO [filiale de la compagnie pétrolière nationale iranienne] comme actionnaire du projet qui va transporter le gaz vers l'Europe.

Les exemptions accordées à la Turquie et au consortium Shah Deniz témoignent une fois de plus de l'importance stratégique du corridor sud-européen pour l'administration américaine.

Aujourd'hui, les sanctions imposées à la Russie, première réserve mondiale de gaz, concernent son secteur énergétique. Selon le politologue russe Vladimir Sajine, le gel de certaines sanctions anti-iraniennes et la possible levée de l'embargo contre l'Iran ne sont pas étrangers aux tensions qui opposent les États-Unis, l'Union européenne et la Russie autour de la crise ukrainienne :

En ouvrant des possibilités à leur business et à celui des Européens en Iran, les États-Unis envisageaient déjà, avant l'annulation officielle des sanctions anti-iraniennes, d'évincer la Russie du marché iranien prometteur et par là même de renforcer le régime des sanctions antirusse²³.

Cependant, le 5 août 2014, la Russie et l'Iran signaient un accord de coopération économique pour une durée de cinq ans dans les domaines stratégiques clés tels que l'énergie, l'industrie, et les transports²⁴. Malgré les avancées significatives avec la reprise du dialogue sur le nucléaire iranien et la nécessité de l'Union européenne de diversifier ses sources d'approvisionnement, particulièrement avec l'alourdissement des sanctions à l'égard de la Russie, la levée de l'embargo sur l'Iran reste hypothétique. Le 13 août 2014, lors d'une déclaration officielle, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a le dernier mot sur les affaires de l'État, rejetait les pourparlers directs avec les États-Unis en les

23. « Russie-Iran : un regard d'au-dessous des sanctions », *La Voix de la Russie*, 6 août 2014.

24. « Sanctioned Russia and Iran sign 5-yr deal to ease Western pressure », *RT*, 8 août 2014.

qualifiant d'inutiles, avant d'ajouter que les négociations avec le groupe P5 +1 seraient néanmoins prolongées jusqu'à la date du 20 novembre 2014²⁵.

L'Irak : une guerre pour le contrôle des ressources ?

L'objet de cet article concerne les enjeux géopolitiques que révèle la construction du corridor gazier sud-européen. L'Irak étant considéré comme un éventuel futur fournisseur de gaz pour l'approvisionnement des marchés européen et turc, nous nous focaliserons sur le rôle du facteur énergétique dans ce conflit, et non pas sur une analyse approfondie des interactions complexes et des luttes de pouvoir entre les puissances régionales dans cette nouvelle guerre d'Irak qui mêle intérêts géostratégiques, économiques, politiques, minoritaires et confessionnels. En 2012, la réévaluation des ressources de pétrole et de gaz irakiens a fait passer l'Irak au second rang des plus grandes ressources de pétrole au sein des pays de l'Organisation des pays exporteurs de pétrole (OPEP) et au douzième rang mondial pour ses ressources de gaz [US Energy Information Administration, 2013, p. 1].

La création de la région autonome kurde à la suite de l'intervention militaire américaine contre Saddam Hussein en 2003 a largement fragilisé l'intégrité du territoire irakien et l'affaiblissement de l'autorité du pouvoir central dans un pays miné par les dissensions communautaires entre sunnites, chiites et Kurdes. Les revendications territoriales des forces qui s'opposent en Irak ne sont pas étrangères aux liens étroits qui unissent le politique et le pétrole dans un pays où la production pétrolière représente plus de 95 % des recettes nationales. Depuis les premiers jours de l'invasion de l'Irak par l'État islamique en juin 2014, les combats entre les forces armées kurdes, l'armée de l'État islamique et ce qui subsiste de l'armée régulière n'ont cessé de concerner les infrastructures énergétiques stratégiques, comme en témoigne, entre autres, l'intervention des forces armées américaines pour reprendre le contrôle du barrage de Mossoul occupé par l'armée de l'État islamique²⁶. Cependant, avant l'invasion de l'Irak par l'armée de l'État islamique, la question du contrôle des infrastructures et des routes d'approvisionnement était déjà l'un des principaux facteurs de tensions dans la politique intérieure et extérieure du gouvernement irakien. En 2011, la signature d'un accord entre Ankara et Erbil²⁷ sur l'exportation des ressources de la Région autonome kurde du nord de l'Irak (KRG) *via* la Turquie a engendré une montée de tensions entre

25. « Iran Supreme leader dismisses direct US talks », *FoxNews*, 14 août 2014.

26. « Le barrage de Mossoul, enjeu clef des combats en Irak », *Le Monde*, 18 août 2014.

27. Capitale de la Région autonome kurde au nord de l'Irak.

le gouvernement central irakien, le KRG et le gouvernement turc [Kirdar, 2013]. Avec, à l'est de l'Irak, la persistance de la crise syrienne qui rend inutilisables les réseaux de transports et les infrastructures syriennes, et, à l'ouest, l'Iran sous embargo international dont les réseaux de transports d'hydrocarbures convergent vers le golfe Persique ; le territoire turc représente l'unique voie de sortie du pétrole du KRG vers les marchés européens²⁸. Les frappes militaires américaines sur le territoire irakien pour lutter contre l'avancée de l'État islamique, le changement de gouvernement en Irak, l'affirmation de l'autorité des minorités kurdes et son rôle décisif dans l'éventuelle recomposition des frontières irakienne et syrienne, la reprise des pourparlers sur le nucléaire iranien sont autant de facteurs qui détermineront les futures routes d'exportation des ressources irakiennes, ainsi que l'évolution des prix des hydrocarbures sur le marché mondial.

Conclusion

La région qui s'étend de la mer Méditerranée à la mer Noire jusqu'à la mer Caspienne a toujours fait l'objet de convoitises et continue de représenter des intérêts stratégiques pour les puissances régionales. Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis, l'Otan et l'Union européenne n'ont cessé d'étendre leur influence sur l'ensemble de la région au moyen d'associations régionales, de partenariats économiques, de coopérations techniques, de financements d'infrastructures pour le transport de l'énergie, des biens et des personnes. La Politique européenne de voisinage, le Partenariat oriental, la Communauté de l'énergie de l'Union européenne, le Partenariat pour la paix, le Dialogue méditerranéen, l'Initiative de coopération d'Istanbul de l'Otan sont autant d'exemples qui visent au renforcement des liens entre les États, depuis la mer Méditerranée jusqu'à la Caspienne, dans le but de sécuriser et de pacifier les frontières de l'Union européenne. Le projet du corridor gazier sud-européen s'inscrit donc dans cette politique de long terme. Or, face à l'échec répété des régimes de sanction et des interventions militaires occidentales pour le règlement des conflits, on constate que les politiques traditionnelles de pression économique et de défense ne répondent plus aux enjeux sécuritaires actuels. Au regard de la multiplication des crises géopolitiques sur l'ensemble de l'Eurasie occidentale, de l'évolution des menaces de plus en plus diffuses et diverses, et de la complexification des interactions entre enjeux énergétiques, intérêts économiques, défis sécuritaires et politiques étatiques, il

28. « Turkey best way for KRG oil to globe: Iraqi official », *Hurriyet Daily News*, 10 avril 2013.

HÉRODOTE

est plus que jamais nécessaire de repenser des formes d'interventions alternatives pour la résolution des conflits.

Au confluent d'enjeux d'ordre géopolitique, économique, industriel, technologique et environnemental, souvent représentée comme révélateur ou comme catalyseur de conflit, l'énergie pourrait pourtant constituer une base solide et un moteur pour une pacification des conflits ou le maintien de la paix.

Bibliographie

- ARDILLIER-CARRAS F., BOULANGER P. et ORTOLLAND D. (dir.) (2012), *Hydrocarbures et conflits dans le monde*, Éditions Technip, Paris.
- BABALI T. (2010), «Regional energy equations and Turkish foreign policy : the Middle East and the CIS», *Insight Turkey*, vol. 12, n° 3, p. 81-92.
- BAGIROV S. (dir.) (2012), *Trans-Anatolian Gas Pipeline : Challenges and Prospective for the Black Sea Countries and the Balkans*, Qanun, Bakou.
- CHUVIN P. (2008), «La Turquie : futur hub énergétique de l'Europe ?», *Revue Tiers Monde*, n° 194, pp. 359-370.
- DU CASTEL V. (2014), *La Sécurité des approvisionnements énergétiques, enjeux et défis pour l'Union européenne*, L'Harmattan, Paris.
- GIBLIN B. et SENI N. (dir.) (2013), «Géopolitique de la Turquie», *Hérodote*, n° 148, La Découverte, Paris.
- GLAMOTCHAK M. (2013), *L'Enjeu énergétique dans les Balkans*, Éditions Technip, Paris.
- KIRDAR S. (2013), «Erbil, Bagdad, Ankara et Washington, la course au pétrole en Irak du Nord», *Hérodote*, n° 148, La Découverte, Paris.
- LUSSAC S. (2000), *Géopolitique du Caucase, au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Éditions Technip, Paris.
- (2011), «L'Azerbaïdjan : les hydrocarbures et les pipelines, réseaux sociotechniques et régionalisation», thèse sous la direction de D. Compagnon, université Bordeaux-IV.
- SHOW E.C. (2013), «Emerging threat of resources wars», *Center for Strategic & International Studies*.
- YAFIMAVA H. (2013), «Le gaz russe et l'Europe : histoire, actualité et perspectives», thèse sous la direction de J.-M. Delaunay, université Paris-III.

Rapports

- BP (2013), «BP statistical review of World energy», Londres.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2014), «Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil : stratégie européenne pour la sécurité énergétique», Bruxelles.
- CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE (2013), «Iran sanctions», Washington.
- (2014), «Iran sanctions», Washington.
- INTERNATIONAL ENERGY AGENCY (2012), «Key World Energy Statistic 2012», Paris.

96

DE LA CASPIENNE À LA TURQUIE : LES ENJEUX DU CORRIDOR GAZIER SUD-EUROPÉEN

The Oil & Gas Year, The Who's Who of the Global Energy Industry (2013), «Azerbaïdjan 2013», Londres.

US Energy Information Administration (2013), «Iraq», Washington.

US Energy Intelligence Administration (2013), «Russie», Washington.

US Energy Information Administration (2013), «Turkey», Washington.